

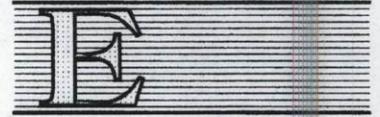


NATIONS UNIES

CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

55230

4



Distr. : GENERALE

E/ECA/DISD/CODI.1/4  
2 juillet 1999

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Première réunion du Comité de  
l'information pour le développement (CODI)

Addis-Abeba (Ethiopie)  
28 juin - 2 juillet 1999

**RAPPORT DE LA REUNION DU PICTA  
GAMMARTH (TUNISIE)**

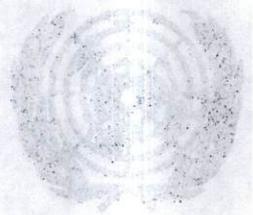
**21 - 23 octobre 1998**



Dir. : GENÈVE

ECONOMIQUE ET  
SOCIAL

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS



NATIONS UNIES

# CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

Première réunion du Comité de  
l'information pour le développement (CODI)

Addis-Abeba (Ethiopie)  
28 juin - 2 juillet 1998

## RAPPORT DE LA REUNION DU FICTA GAMMAKETH (TUNISIE)

21 - 23 octobre 1998

1  
2  
3

**Rapport de la réunion du PICTA  
Gammarth (Tunisie)  
21-23 octobre 1998**

1. La réunion a été ouverte par Mme Karima Ben Soltane, Directrice de la Division des services d'information pour le développement (DSID) de la Commission économique pour l'Afrique (CEA), qui a souhaité la bienvenue aux participants à la réunion du Partenariat pour les technologies de l'information et de la communication en Afrique (PICTA). Mme Ben Soltane a déclaré que cette réunion annuelle du PICTA a été précédée de réunions restreintes du PICTA organisées en 1998, en marge de grandes réunions liées aux technologies de l'information et de la communication, notamment la Conférence sur le développement des télécommunications mondiales, tenue à Manille en avril-mai, Telecom 98, tenue à Johannesburg en mai et la Conférence sur la "Connectivité mondiale pour l'Afrique", tenue en juin à Addis-Abeba. Il en sera de même en 1998-1999.

2. Ont participé à la réunion, vingt institutions parmi lesquelles des organisations bilatérales et multilatérales, des fondations, des organisations non gouvernementales (ONG) et un représentant du secteur privé. (La liste complète de participants figure à l'annexe D).

3. Le Bureau a été élu comme suit : Johan Ernberg, Union internationale des télécommunications, Président. Susan Pasquariella, POPIN, Division de la population de l'ONU, Vice-Présidente. Djilali Ben Mouffok, Centre international de recherches pour le développement (CRDI), Rapporteur. Les participants ont élu M. Ernberg Président en raison de son rôle décisif dans la création du Partenariat pour les technologies de l'information et de la communication en Afrique (PICTA).

4. Les participants ont adopté l'ordre du jour tel qu'il a été proposé. Ils ont ensuite rendu compte des activités qu'ils mènent dans le cadre des technologies de l'information et de la communication.

#### **Activités des partenaires**

##### **Acacia**

5. Acacia - Communautés et Société de l'information en Afrique, initiative du CRDI visant à déterminer les domaines dans lesquels les technologies de l'information et de la communication pourraient améliorer la qualité de vie des communautés marginalisées en Afrique, fonctionne depuis un an et demi. Au cours de l'exercice budgétaire écoulé, Acacia a dépensé 10 millions de dollars canadiens pour 100 projets en cours ou déjà achevés. Le CRDI a mis l'accent sur l'importance de la recherche et de la démonstration, dans le cadre de l'Initiative Acacia, qu'elle définit comme sa contribution à la mise en oeuvre de l'Initiative "Société de l'information en Afrique" ; il espère mobiliser tous les partenaires autour de l'Initiative. Les principaux groupes cibles de l'Initiative Acacia sont les femmes et les jeunes. L'approche de l'Initiative Acacia est fondée sur l'intégration des politiques, des outils et des contenus et de leur application à travers des stratégies nationales dans 4 pays (Afrique du Sud, Mozambique, Ouganda et Sénégal), des ramifications et des opportunités, la recherche politique et sociale ainsi que l'apprentissage et l'évaluation.

6. Reconnaisant l'importance des télécentres dans la réalisation de ses objectifs, Acacia se concentre également sur leur évaluation. Dans le domaine des contenus, Acacia s'intéresse particulièrement à la gestion des

ressources naturelles par les communautés et à la télémédecine. Une gamme complète des produits offerts par Acacia est disponible sur le site <http://www.idrc.ca/acacia>.

### **Bellanet**

7. Le rôle de Bellanet en matière d'échange d'informations au sein du PICTA a été présenté, de même que ses autres activités. Bellanet a également joué un rôle très actif dans la création de l'Alliance mondiale pour le savoir, en constituant des fichiers d'adresses électroniques, en élaborant une base de données en ligne destinée aux projets (GK-AIMS, qui repose sur le modèle et qui échange des informations avec AI-AIMS ; la base de données en ligne du PICTA est sur le site : <http://www.bellanet.org/partners/picta>) et en créant un système de suivi des événements. Bellanet envisage de collaborer avec Acacia pour tenter de tirer des enseignements des télécentres, auprès des gérants de ces derniers. Bellanet fait également de la recherche-développement sur la manière dont les groupes qui échangent déjà des informations pourraient automatiquement mettre celles-ci à la disposition d'autres utilisateurs en utilisant des technologies comme le langage de manipulation de données (LMD) ou le langage étendu de mise en forme (XML). Une liste des points à examiner sur ces deux technologies a été établie et la formation nécessaire ne devrait pas tarder.

### **British council**

8. Au nombre des grandes activités prévues par le British Council dans le domaine des technologies de l'information et de la communication en Afrique, la tenue à Prétoria, du 22 au 25 février 1999, d'une réunion sur la Construction de la communauté de l'information en Afrique (<http://www.bica99.org>). Le British Council s'efforce d'y faire participer le plus grand nombre de spécialistes des services d'information communautaires. Il tente également d'y faire participer de nombreux partenaires du PICTA. Une conférence en ligne se déroulera avant et pendant la réunion proprement dite. Il a été proposé, compte tenu du grand nombre de membres du PICTA susceptibles de participer à la rencontre, de tenir une réunion informelle du PICTA sur place. En collaboration avec le Partenariat pour le renforcement des capacités en Afrique, le British Council évalue l'expérience des télécentres dans 2 pays et s'est engagé dans la création d'un télécentre reposant sur les bibliothèques, en Ethiopie. Il a également organisé un important séminaire sur la politique mondiale pour le savoir, du 11 au 14 février 1998 au Ghana, pour l'Afrique de l'Ouest et un autre sur "Les bibliothèques publiques et la Société de l'information", du 7 au 9 décembre au Caire. De nombreux membres du PICTA ont pris part à l'organisation de ces deux manifestations.

### **CARI**

9. La Conférence scientifique africaine de l'informatique (CARI) regroupe des chercheurs ou des individus travaillant dans le domaine de la recherche informatique. On a fait état de grands progrès réalisés tant au niveau des conférences parrainées par le CARI (l'une d'elles a été organisée à Dakar en octobre 1998 : <http://www.cari98.sn>) que des échanges entre les chercheurs. La prochaine grande conférence du CARI se tiendra à Madagascar en 2000. La Communauté européenne a aussi joué un grand rôle en finançant le suivi, afin que les étudiants provenant de pays africains en développement puissent, après leurs études en Europe, maintenir le contact avec leurs professeurs. A ce jour, quelque 70 étudiants ont bénéficié du financement accordé dans le cadre de ce projet. On a insisté sur la nécessité d'appuyer la recherche en Afrique en soutenant les travaux des chercheurs en matière d'applications informatiques.

## CISDA

10. Le Centre pour le développement de la société de l'information en Afrique a été créé en 1997 en tant que centre d'excellence africain de recherche et développement à l'appui de la société de l'information. Il a pour origines, l'Initiative "Société de l'information en Afrique" et la Conférence sur la société de l'information et le développement (Afrique du Sud, 1996). Sa vocation est d'être le chef de file en matière de recherche et développement sur la société de l'information en Afrique. En 1998-1999, il a été abrité par le Conseil de la recherche scientifique et industrielle - CSIR- (Afrique du Sud) et par le Centre régional de technologie de l'information et de génie logiciel - RITSEC - (Egypte), et son programme de travail a été axé sur le promotion du commerce électronique, du savoir, de l'éducation et de l'apprentissage informatiques et du renforcement des capacités d'intervention des collectivités et sur la promotion de l'héritage culturel et de la compétence informatique. Le CISDA assure le secrétariat du Programme régional africain d'infrastructure global de l'information lancé par la Commission économique pour l'Afrique. Il prépare également un séminaire virtuel à l'intention des diplômés de l'université sur la société de l'information en Afrique.

## Commission économique pour l'Afrique

11. La CEA a présenté un rapport sur les activités qu'elle a menées en vue de la mise en oeuvre de l'Initiative "Société de l'information en Afrique" (AISI) à travers les partenariats noués en 1997-1998 (<http://www.bellanet.org/partners/aisi> et <http://www.un.org/depts/eca>). Ses principaux domaines d'intervention ont été : la coordination et l'harmonisation, la sensibilisation, le plaidoyer, la capacité de mobilisation et les services consultatifs. En matière de coordination, elle a collaboré avec le PICTA, mis sur pied le Comité consultatif technique africain auprès de l'AISI et travaillé avec Bellanet dans le domaine de la gestion de l'information dans le cadre du PICTA et de l'AISI en général. Les activités de la CEA ont été reflétées dans les domaines d'intérêt du PICTA : sensibilisation, élaboration de politiques, stratégies et plans relatifs aux nouvelles technologies de l'information et de la communication, formation et renforcement des capacités, connectivité, démocratisation de l'accès aux nouvelles technologies, élaboration de contenus et application sectorielles. Toutes ces activités ont été menées en collaboration avec les partenaires du PICTA. Les activités à venir englobent la création d'un centre de technologie pour l'Afrique au Centre de conférence d'Addis-Abeba, la collaboration avec les Ministres africains des communications dans la mise en oeuvre de la connexion de l'Afrique, la conception d'un projet pilote de télésanté et l'organisation d'une conférence régionale sur le commerce électronique. La CEA espère que les activités qu'elle a menées en vue de la mise en oeuvre de l'AISI seront renforcées par le recrutement en cours de deux administrateurs de programmes.

## ERCIM

12. Le Consortium européen de recherche en informatique et en mathématique (ERCIM - <http://www.ercim.org>), qui fonctionne grâce à des fonds de la Commission européenne, dispose de centres de recherche dans 15 pays européens ainsi que d'un consortium dans 5 pays africains, des sites pilotes étant implantés au Niger et au Sénégal. Sa principale activité en Afrique est une étude menée avec l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (ORSTOM - [www.orstom.fr](http://www.orstom.fr)) sur la manière de créer la société de l'information en Afrique (SIMES), activité déjà lancée dans les 5 pays où il dispose d'un consortium ainsi que dans 15 pays voisins. Une réunion a été organisée l'année dernière à Dakar pour le démarrage de l'étude. Celle-ci permettra de faire des recommandations à la Commission européenne pour le lancement de projets relatifs à l'élaboration des contenus, à la dissémination de l'information et à la formation.

**Union internationale des télécommunications**

13. L'Union internationale des télécommunications (UIT) vient de tenir sa réunion quadriennale des plénipotentiaires à Minneapolis (Etats-Unis d'Amérique) et d'élire son nouveau Directeur général. Lors de la réunion du PICTA, M. Hamadou Touré a été élu Directeur du Bureau de développement des télécommunications (BDT). En mars-avril 1998 à Manille, l'UIT a organisé la Conférence sur le développement des télécommunications mondiales, à laquelle des questions importantes ont été soulevées, notamment les femmes et les communications ou la participation du secteur privé au développement. Cette année, la principale activité de l'UIT en Afrique a été l'organisation d'Africa Telecom '98, en mai, à Johannesburg. Des progrès ont été signalés en matière de création de télécentres, dans le cadre de 5 projets communs au PICTA : des détails ont été fournis sur les projets pilotes conjoints UIT/UNESCO/CRDI, au titre desquels 4 télécentres sont entrés en activité. Le British Council, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont également apporté leur contribution à cet effort. Pour le projet de télécentre de Tombouctou (Mali), les partenaires ont été l'UIT, l'UNESCO, la FAO et l'OMS. Le projet de télécentre du Bénin, fruit de la collaboration entre le CRDI, l'UIT et l'UNESCO, est pratiquement exécuté, tout comme celui de la Tanzanie (UIT, CRDI et UNESCO). De plus amples informations sont disponibles sur le site : <http://www.itu.int/ITU-D-Rural>. L'UIT a été également, avec la Banque mondiale, la CEA et la Banque africaine de développement (BAD), l'un des partenaires de la Conférence sur la "Connectivité mondiale pour l'Afrique", tenue du 2 au 4 juin 1998 à Addis-Abeba. L'UIT est sur le point de lancer, en Afrique du Sud, un projet pilote de commerce électronique - domaine où l'Union est actif depuis longtemps - fondé sur des passerelles sûres et partagées. L'attention des participants a été appelée sur la richesse de la documentation du site Web de l'UIT, en particulier de sa page consacrée aux questions concernant les femmes.

**L'Initiative Leland**

14. L'initiative Leland, lancée par le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique (<http://www.leland.initiative@usaid.gov>), vise, en collaboration avec 22 pays africains, à étendre les avantages de la connectivité aux défis du développement de l'Afrique. Elle se concentre sur trois domaines : politique, canaux de communication et population. Dans le premier, il s'agit de coopérer avec les gouvernements africains pour garantir un cadre de politique générale propice à l'Internet, y compris une tarification abordable, la participation du secteur privé, la libre circulation de l'information et une tarification alignée sur les coûts. En matière de canaux de communication, les équipements nécessaires à la création de passerelles nationales ont été installés dans 7 pays et sont sur le point de l'être en Guinée-Bissau. L'initiative Leland se concentre à présent sur la fourniture d'un accès à grande vitesse aux villes secondaires et sur la technologie de connexion sans câble. A ce jour, l'Initiative Leland a permis, par la formation des utilisateurs, la formation des formateurs, un stage d'introduction à l'Internet d'une demi journée à l'intention des cadres, de former quelque 1 200 personnes en Afrique.

15. Le représentant de l'Initiative Leland a également évoqué l'Initiative sur l'éducation au service du développement et de la démocratie, prise récemment par le Président Clinton, qui vise à fournir un accès à grande vitesse à 100 universités africaines et à fournir de ordinateurs à 1 000 établissements d'enseignement primaire et secondaire. L'Initiative ambitionne également d'intéresser les jeunes filles et les femmes à technologie de l'information. Grâce à la participation de l'industrie américaine de la technologie et à l'utilisation de microcrédits, l'Initiative compte apporter un million d'ordinateurs en Afrique. De plus, le Vice-Président Al Gore a récemment annoncé une initiative dans le domaine du commerce électronique, axée principalement sur les pauvres.

**Mashav**

16. En collaboration avec le Programme informatique intergouvernemental de l'UNESCO, le Mashav (Ministère israélien de la coopération), par le biais du Centre d'enseignement technologique du réseau scolaire Amal, organise une série de cours de perfectionnement en informatique à l'intention des instituts d'enseignement en Afrique. Sur le thème général de la technologie de l'information dans l'enseignement, il avait organisé un cours à l'intention de 12 instituts d'enseignement africains en mai 1998 sur la mise en place de ressources en direct et en différé. Au cours de l'atelier, les stagiaires ont créé un site Web et un CD-ROM. Tout le matériel d'enseignement d'Amalnet peut être consulté en direct sur le site Amalnet (<http://amalnet.k12.il>). Le cours de 1999 à l'intention des responsables de l'information et des utilisateurs sera centré sur la recherche de l'information électronique. Dans ses activités, en Israël, Amalnet s'intéresse également à la promotion de l'enseignement à distance et à la circulation de l'information entre les enseignants et les étudiants; il espère mener certaines de ses activités en Afrique également.

**PIAC**

17. Le projet d'accès à l'information et de connectivité (PIAC), créé en 1997, a pour but d'aider les boursiers africains des fondations Ford et Rockefeller à accéder aux technologies de la communication et de l'information et à mieux les utiliser. D'abord, l'accent a été mis sur l'accès au courrier électronique. Une fois cette opération terminée, on les a aidés à créer des sites Web, en leur donnant les moyens d'utiliser l'information et en les aidant à diffuser plus efficacement l'information. Outre l'assistance aux stagiaires, le PIAC mettait en oeuvre également des projets pour promouvoir l'utilisation des TIC en Afrique, notamment le réseau Culture Africa Network et la base de données sur les thèses et les mémoires faits par des Africains. Il a également publié une brochure intitulée *Wired for information* qui comprend des directives pour inclure Internet et les services d'information dans les projets et budgets, pour évaluer les moyens d'information sur le Net et l'assistance en vue de trouver les sources d'information pertinentes sur le Net. (Les deux premiers chapitres de *Wired* sont disponibles sur le site <http://www.womentnet.org.za>; l'ensemble du volume sera disponible sous peu sur le site <http://www.rockefeller.org>).

**UNESCO**

18. Le représentant de l'UNESCO (<http://www.unesco.org>) a indiqué les principales activités que son organisme avait menées, notamment, pour appuyer le processus de formulation des politiques de TIC (technologies de l'information et de la communication) au Ghana, ainsi qu'au Burkina Faso, au Swaziland, en Namibie et au Niger. En ce qui concerne la mise en place de télécentres, entreprise dans le cadre du PICTA, l'UNESCO mettait en oeuvre des projets en Ouganda et au Mali et finalisait des documents de projet pour le Bénin, le Mozambique et la Tanzanie. En collaboration avec la CEA et Leland, elle organisera un atelier sur les politiques nationales d'information et de communication qui se tiendra au Rwanda au début du mois de septembre. En outre, l'UNESCO s'employait à former des techniciens dans le domaine de la télématique et d'Internet, dans le cadre d'un atelier qui se tiendra à Bulawayo en août. Au nombre des activités novatrices concernant la mise au point du contenu figuraient une enquête et un classement des meilleurs sites web dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture, ainsi que la création de sites Web utilisant les langues régionales africaines et les connaissances locales. L'UNESCO venait justement de terminer une journée RINAF à Dakar en octobre au cours de laquelle les activités de RINAF ont été élargies pour y inclure, en plus de la connectivité entre la recherche et les milieux universitaires, l'enseignement, la science et la culture. Il a été distribué des exemplaires de l'évaluation du RINAF intitulée, *The Regional Informatics Network for Africa (RINAF); an External Evaluation for UNESCO* (2 volumes, CII-98/WS/14/Volume 2).

## Unganisha

19. Unganisha est un projet du CRDI destiné à donner des conseils techniques dans le domaine des TIC pour les projets du CRDI. Il produit des guides et du matériel d'enseignement à cet effet. En plus de ses activités dans le domaine de l'utilisation du courrier électronique, il a établi un guide des listes électroniques (*Workplace to Workplace*) et s'est employé à mettre au point un site pour le serveur du courrier électronique. Unganisha a également mis en place Itrain (<http://unganisha.idrc.ca/itrain>), un partenaire ouvert en vue de la mise en place et du partage du matériel de formation sur Internet adapté aux pays en développement. A ce jour, Itrain comprend des documents donnant un aperçu sur Internet, l'utilisation du courrier électronique, la lecture du Web et un manuel informatique de base. Les membres du PICTA ont été invités à apporter leur contribution sous forme de matériel de formation et à utiliser les documents disponibles sur le site.

## Programme des Nations Unies pour le développement

20. Le PNUD (<http://www.undp.org>) a deux principaux programmes portant sur les TIC en Afrique: le African Internet Initiative (AAI) et le Sustainable Development Network Programme (SDNP). L'AAI, projet de 12 millions de dollars axé sur la mise en place de passerelles et d'ossatures au niveau national, avait déjà conclu des mémorandums d'accord avec six pays africains (Burkina Faso, Ethiopie, Gambie, Namibie, Nigéria et Mauritanie). Le SDNP a axé ses efforts sur l'élaboration du contenu et les télécentres. L'AAI apportant son assistance et le SDNP jouant un rôle moteur, les deux organismes travaillaient en collaboration avec African Internet Group en vue de la Conférence intitulée Africa Regional Conference on Internet Governance, en examinant la question des adresses IP et de la gestion du domaine, conférence qui devait se tenir du 16 au 18 décembre à Cotonou (Bénin). Les partenaires ont été invités à participer à l'organisation de cette réunion.

## Le Réseau d'information en matière de population des Nations Unies

21. Créé en 1979, le Réseau mondial d'information en matière de population est un mécanisme d'information et de diffusion de questions liées à l'information démographique qui fonctionne comme un réseau décentralisé d'institutions démographiques organisé sur une base nationale et régionale et coordonné par la Division de la population du Secrétariat de l'ONU. Il dispose d'un site Web (<http://www.popin.org>) qui inclut les tableaux statistiques, le logiciel, la documentation officielle de la Conférence internationale sur la population et le développement et de la Commission de la population et du développement des Nations Unies, des journaux, des bulletins de liaison et de nombreuses autres sources d'information sur la population. Cet organisme est financé dans une large mesure par le FNUAP. Le représentant du POPIN a décrit les activités du FNUAP en ce qui concerne les TIC; ainsi que la conférence sur l'utilisation des TIC pour la sensibilisation de l'opinion aux problèmes démographiques, la gestion de l'information et les connaissances qui devait se tenir à Ankara (Turquie) du 1er au 4 décembre 1998.

## Banque mondiale

22. InfoDev (<http://www.worldbank.org/infodev>) mettait en oeuvre ou avait achevé huit projets en Afrique, y compris le Global Connectivity for Africa. Il a également un programme de subventions pour le bogue de l'an 2000 (Y2K) dont le montant se situe entre 100 000 et 500 000 dollars, subventions auxquelles pourraient prétendre les pays africains, l'accent étant mis en particulier sur les secteurs cruciaux que sont l'énergie et les télécommunications. Dans les activités qu'elle mène au nom de Global knowledge, la Banque a financé des conférences virtuelles pour faciliter la première conférence internationale de National Telephone Cooperative Association sur la télécommunication rurale (<http://www.ntca.org>) qui se tiendra du 30

novembre au 2 décembre et la Conférence BICA du British Council (*supra*). La Banque s'employait à inclure la connectivité dans les projets qu'elle finançait en Afrique. Elle travaillait en collaboration avec les ministres de la communication à la mise en oeuvre de African Connection (Connexion africaine) et avec le Mozambique, le Rwanda, et l'Ethiopie à la mise en place de la base de données Live Africa. L'Université virtuelle africaine (<http://www.avu.org>) a maintenant 24 sites en Afrique, et Worldlinks (<http://www.worldbank.org/worldlinks>) établissait des liaisons avec des centaines d'écoles publiques africaines. Les autres activités concernant le partenariat dans le domaine de la connaissance en Afrique sont Africa Live Database ([www.worldbank.org/worldlinks](http://www.worldbank.org/worldlinks)) et la base de données sur les connaissances sectorielles ([www.worldbank.org/html/exdr/afr.htm](http://www.worldbank.org/html/exdr/afr.htm)). Dans le *Rapport sur le développement économique dans le monde* de cette année, principal rapport annuel de la Banque, qui avait pour thème *Knowledge for Development*, l'accent a été mis sur l'importance que revêtent la connaissance et l'accès à l'information pour le développement. Pour appuyer ce thème, une exposition sur la connaissance (Knowledge Expo) avait été organisée dans le cadre des réunions annuelles de la Banque mondiale de cette année. (Le rôle important que joue la Banque mondiale dans le groupe de travail sur les connaissances locales est présenté sous la rubrique **Groupes de travail** ci-dessous.

### **Organisation mondiale du commerce (OMC)**

23. Créée à la suite des négociations commerciales d'Uruguay, l'OMC compte les trois quarts des pays en développement parmi ses membres. Le secrétariat de l'OMC a administré les traités et de nouvelles négociations ont commencé. Dans le cadre d'une activité conjointe OMC-Banque mondiale, les technologies de l'information en vue de l'élaboration de projets de développement aident actuellement les ministères du commerce des pays les moins avancés à accéder à l'information. Les centres de référence de l'OMC ont été créés dans 19 pays et il en est prévu d'autres. L'OMC forme les fonctionnaires du ministère du commerce des pays en développement à Genève aux méthodes permettant de trouver l'information commerciale dont ils ont besoin et de mettre au point et de communiquer l'information qu'ils voulaient diffuser. L'OMC elle-même a une base de données de 50 000 documents sur le site (<http://www.wto.org>). Elle a également un site Internet spécialisé pour aider les responsables de la politique commerciale des pays en développement. Elle s'intéresse à l'utilisation d'Internet en tant que moyen d'information en Afrique. Par le biais du PICTA, elle cherche à établir un partenariat en installant un réseau sur le terrain et à mettre en place un service d'assistance commun. Elle estime que la formation pourrait être également un autre domaine de collaboration fructueuse pour le PICTA, car il y a une forte demande de formation dans le domaine des TIC en Afrique. Le représentant de la BM a également estimé qu'il fallait assurer la formation en collaboration dans le domaine de la gestion de l'information, notamment des bases de données bibliographiques.

### **Communications tunisiennes sur les TIC**

#### **CERT**

24. Le Centre d'études et de recherches sur les télécommunications (CERT) est un centre ayant pour objet le développement du secteur des télécommunications en Tunisie. Il s'agit d'un établissement public qui a principalement pour activité de tester le matériel de télécommunication, de planifier les réseaux et de donner des conseils aux réseaux privés et publics. Il a également entrepris des travaux de recherche sur la mise en place de nouveaux services et a fixé des normes pour les nouvelles technologies, telles que le GSM. Actuellement, il participe à l'élaboration de modèles pour mettre en place des boucles locales de communications sans fil et développer les applications de la télémédecine. Il convient de noter que la Tunisie a une télédensité de 6 %, soit la plus élevée d'Afrique. Le CERT travaille en étroite collaboration avec l'Union internationale des télécommunications.

**SEI**

25. M. Belhassan Zouari du Secrétariat d'Etat à l'informatique a informé les participants à la réunion de la stratégie nationale tunisienne en vue de la promotion des technologies de l'information et de la communication et des plans de son pays pour faire face au problème du passage à l'an 2000. La stratégie nationale tunisienne est basée sur un programme s'appuyant sur la mise en place de structures, la formulation du contenu et la formation des ressources humaines, la participation du secteur privé et la création d'un cadre juridique favorable. Dans le cadre des activités en vue du passage à l'an 2000, les préparatifs ont commencé avec l'analyse sectorielle qui débouchera sur l'élaboration d'une stratégie nationale axée sur la sensibilisation et la diffusion de l'information, la coordination, l'établissement de procédures, le suivi et la fourniture d'assistance technique. Il a été créé un comité directeur national ainsi que des groupes de travail dans tous les secteurs cruciaux. Il est prévu la création d'un centre national d'expertise et le lancement d'une campagne nationale pour toucher les petites et moyennes entreprises et industries.

**IRSIT**

26. Le Directeur de l'Institut de recherche en informatique et télécommunications (IRSIT), M. Sallah Ben Abdallah, a présenté la mission et les principales activités de l'Institut. L'IRSIT était en train d'être transformé en institution privée appartenant à ses actionnaires. Sa mission était de promouvoir et de développer les capacités et les compétences en informatique, en télécommunications et technologies connexes dans ce domaine en Tunisie et dans le reste de la région. Pour ce faire, il a entrepris des travaux de recherche fondamentale et appliquée dans ces domaines, organisé la formation dans de nouveaux domaines, entrepris des travaux de recherche sur les applications industrielles et fourni des services consultatifs, réalisé des études et fabriqué des logiciels. Ses trois principaux domaines d'activité sont les télécommunications et les réseaux (connectivité), les systèmes d'appui aux décisions (mise au point du contenu) et les technologies liées au langage, l'accent étant mis sur l'arabisation. Il a à son actif 25 grands projets dans les domaines national et international.

**Programme de travail du PICTA, 1998-1999**

27. Les participants se sont réunis en séance plénière pour examiner les thèmes abordés par les groupes de travail. Ils se sont ensuite réunis en petits groupes et en séance plénière pour adopter les programmes de travail du PICTA pour 1998-1999. Le résumé des discussions et les décisions prises figurent ci-après.

**Formation**

**Organisme responsable: UNESCO**

**Organismes associés: UIT, CRDI (Acacia et Unganisha) CEA, PIAC, Mashav, ERCIM**

28. Les représentants de l'UNESCO et de l'UIT ont décrit les activités que leurs organisations menaient conjointement dans le cadre du PICTA avec les centres d'excellence pour créer des réseaux en Afrique. Le représentant de l'Unganisha a fait savoir que son organisation cherchait des partenaires pour travailler sur d'autres modules portant sur l'utilisation des TIC dans les pays en développement en plus de ce que l'Irain avait déjà fait (initiation à l'informatique, à Internet et au courrier électronique) et que son organisation voulait mettre au point des modules pour d'autres sur la base de contrats. L'accent a été mis également sur la nécessité d'archiver le matériel pédagogique. L'UIT s'employait également à promouvoir l'enseignement à distance et la mise en place de centres de formation virtuels. Il a été proposé de créer un réseau de centres de

formation aux TIC en Afrique, notamment privés. Le représentant d'ERCIM a indiqué que son organisme disposait de spécialistes qui pouvaient apporter leur concours dans ce domaine.

#### **Programme de travail**

29. Afin de mettre au point un « système de réservation » pour des cours organisés dans le but d'utiliser pleinement les possibilités de formation existantes, les membres utiliseraient le système de recherche PICTA exploité par Bellanet ; le calendrier des manifestations pourrait être renforcé par les membres en affichant des messages de rappel sur les listes picta-cl et aisi-hitd-cl. Les membres travailleraient ensemble pour renforcer les centres d'excellence des TIC pour la formation dans le travail en réseau dans la région (sous la direction de l'UNESCO de la CEA et de l'UIT). Des modules de formation seraient mis à disposition en direct. Unganisha se chargerait d'afficher le matériel de formation sur le Web, soit sur les sites Web PICTA, soit en connectant les sites web au matériel. PIAC, Mashav, l'Unesco et d'autres apporteraient leur contribution ou connecteraient leur matériel. ERCIM serait responsable de la mise au point d'une base de données des centres de formation en TIC en Afrique. Bellanet, Acacia/CRDI et la CEA travailleraient ensemble pour organiser et coordonner en ce qui concerne la formation en meta-tags, DML et XML.

#### **Télécentres**

**Institution responsable : UIT**

**Institutions associées : UNESCO, PNUD, FAO, OMS, CRDI, CISDA**

30. Lors des discussions sur le programme de travail relatif aux télécentres, il a été noté qu'il s'agit d'un domaine particulièrement important pour le PICTA. Celui-ci était à l'origine des activités interinstitutions qui avaient été exécutées, et tous les fonds destinés aux projets de télécentres avaient été obtenus grâce aux efforts du PICTA. Nombre d'ateliers, de séminaires et de conférences allaient se tenir durant les prochains mois à propos du mouvement des télécentres, notamment à Guelph, Washington DC, Budapest, Oman, Honduras et Prétoria, démontrant un vif intérêt pour le développement accru de ce domaine. La nécessité d'établir une liste des télécentres existants en Afrique a également été notée.

#### **Programme de travail**

31. Les membres des groupes de travail dans ce domaine (UIT, CRDI et UNESCO plus d'autres membres de PICTA qui ont souhaité s'y joindre) réaliseront une publication « Le Mouvement des télécentres à travers le monde » qui sera lancé à l'occasion de Telecom 99 à Genève en octobre 1999 et une publication en trois langues de « Global Knowledge II » en Malaisie (mars 2000). La publication contiendrait un aperçu du mouvement des télécentres à travers le monde, définirait et décrirait les télécentres, une évaluation de leur façon de fonctionner jusqu'à présent, la manière dont ils ont été mis en place et leurs objectifs. Les publics cibles visés seraient les décideurs, le secteur privé, les agences de développement et les ONG. Le financement serait recherché auprès de l'UIT, du CRDI, de l'Unesco, de la Banque mondiale et du secteur privé. Le matériel existant serait utilisé là où cela est possible tandis que des études seraient financées là où aucune étude n'existait auparavant. Les institutions travailleraient ensemble à cet effet dans le cadre du PICTA et les réseaux associés seraient disponibles sur le site Web du PICTA.

**Connectivité globale pour l'Afrique : suivi**

**Institutions responsables : Banque mondiale et CEA**

**Institutions associées : UIT, BAD, Gouvernement des Pays-Bas**

32. La Conférence sur la connectivité globale pour l'Afrique (CGA) (Addis-Abeba, juin 1998) a été une autre activité découlant de la collaboration avec le PICTA. Dans le cadre du suivi, on a estimé qu'il faudrait promouvoir une tarification au prix coûtant pour les pays voisins. Par ailleurs, le désir exprimé de convoquer une réunion des ministres de la communication sur la connexion africaine a été noté. Le PICTA a approuvé le trousseau à outils de la CGA. Il fallait un suivi et une assistance au niveau national pour se prononcer sur les nouvelles possibilités de connectivité (la CEA et l'UIT avaient des conseillers régionaux à cet effet). On a besoin de plus de formation pour les intermédiaires.

**Programme de travail**

33. La CEA et la Banque mondiale étaient en train d'élaborer un programme pour les activités de suivi. On peut notamment citer le soutien à la Conférence BICA ainsi que la collaboration avec les ministres de la communication sur la « connexion africaine ». Le manuel sur le trousseau de la connectivité était en train d'être édité, traduit et sera largement diffusé. Les demandes de services consultatifs relatifs aux nouvelles technologies devraient être soumises à l'UIT et à la CEA.

**Analyse des politiques et capacité en matière de formation**

**Institutions responsables : UNESCO, Leland, CEA**

**Institutions associées : CISDA, Banque mondiale, OMC, CRDI**

34. La nécessité d'établir une capacité de formation en matière d'analyse des politiques dans le domaine des NICI a été soulignée. Outre la sensibilisation initiale et les ateliers sur les politiques, les gouvernements ont encore besoin d'aide dans l'élaboration des politiques ; ils devaient également faire participer le secteur privé. L'OMC travaillait sur des éléments et des activités pour guider les responsables du commerce dans le domaine du commerce électronique.

**Programme de travail**

35. La CEA, Leland et l'UNESCO ont conjointement organisé l'atelier sur l'analyse des politiques pour le Rwanda à la fin de novembre 1998. Les membres de PICTA planifiant des activités similaires informeront les autres à propos de leurs activités afin de solliciter leur participation. Avant fin janvier 1999, CISDA devrait élaborer une proposition pour la mise au point de matériels didactiques en matière de politiques, avec la participation de l'OMC, d'Acacia, de l'UIT, de la CEA et de l'US/AID et d'autres qui ont souhaité s'y joindre. L'US/AID et la CEA sont convenus de travailler ensemble pour aider les Etats africains à mettre en place des capacités en matière de TIC, en mettant un accent particulier sur les télécommunications et la région de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, avec la participation de la SADC, du COMESA et des centres de développement sous-régional de la CEA. La CEA a invité les partenaires de PICTA à se joindre à la réalisation de son Centre de technologie pour l'Afrique qui devrait travailler dans le domaine de la sensibilisation et du renforcement des capacités.

### Connaissances locales (IK)

**Institution responsable : Banque mondiale**

**Institutions associées : CEA, CISDA, CRDI, UIT, PNUD, UNESCO, OMS, Sangonet**

36. La Banque mondiale a présenté l'Initiative sur les connaissances locales dont l'objectif est d'appliquer les connaissances locales au processus de développement ; le projet remonte à GK97 où dans le cadre du PICTA, la Banque mondiale a accepté de diriger cette initiative sur les connaissances locales pour stimuler la reconnaissance, l'utilisation et l'échange de connaissances locales dans le processus de développement. Les principaux objectifs de l'Initiative étaient de diffuser l'information (élaborer une base de données des pratiques dans le domaine des connaissances locales et de l'expérience acquise), faciliter l'échange d'informations entre les communautés en développement, aider à mettre en place des capacités locales pour échanger des connaissances locales, appliquer les connaissances locales dans le processus de développement et forger des partenariats.

37. A ce jour les activités ont notamment porté sur la publication d'une brochure, l'établissement d'une base de données sur les pratiques IK, le lancement d'un bulletin mensuel, la mise en place d'un site Web (<http://www.worldbank.org/html/afr/ik/index.htm>) et la production d'un vidéo.

#### Programme de travail

38. PICTA a entériné les activités réalisées jusqu'à présent ainsi que le programme de travail présenté pour 1998-1999 (Annexe II). Des contacts sont en cours pour identifier des partenaires pour un travail en réseau en Afrique. S'agissant de l'Initiative sur les connaissances locales, des progrès avaient été accomplis grâce à la pleine participation des partenaires de PICTA qui devraient continuer à participer au développement de l'Initiative.

#### Elaboration du contenu

**Institutions responsables : CEA et UNESCO**

**Institutions associées : CRDI (Unganisha et Acacia), ERCIM, USAID-Leland, PIAC GHIC, POPIN**

39. Le groupe de travail sur l'élaboration du contenu considérait l'élaboration du contenu comme un moyen de responsabiliser les individus, les organisations et les institutions en Afrique dans l'organisation et la diffusion de leurs informations en utilisant les technologies de l'information et de la communication. Alors que la plupart des activités actuelles dans ce domaine en Afrique ont été centrées sur la création de sites Web pour capter un marché mondial, il fallait clairement accorder une attention particulière à l'établissement d'un contenu pour une utilisation locale. Parmi les problèmes relatifs du domaine de l'élaboration du contenu figurait une forte demande non satisfaite en compétences pour le Web et le CD-ROM associée à la pénurie de personnel qualifié dans ce domaine en Afrique et d'une absence de connaissances (aussi bien locales qu'internationales) sur la façon repérer les personnes formées. L'une des tâches du groupe de travail a consisté à mettre au point une base de données des formateurs en Afrique sur l'élaboration du contenu pour l'afficher sur le site de PICTA entretenant des liens appropriés avec les autres sites. Le second problème crucial est relatif au manque d'informations sur ce qui existait déjà en matière d'élaboration du contenu en Afrique.

### **Programme de travail**

40. Utilisant de nouveaux outils de recherche, la CEA de concert avec Bellanet, CDRI-Unganisha, UNESCO et PIAC commencera des activités pour rassembler et diffuser l'information sur les Sites Web africains ainsi que sur CD-ROM, par sujet et région géographique. Afin que la qualité dans la mise en place de Site Web soit prise en compte reconnu, on a lancé l'idée d'instituer des prix ; GIIC-Africa a indiqué qu'il était possible d'obtenir un financement à cet effet. Afin que l'élaboration du contenu soit une activité utile, tous les membres ont été invités à partager l'information sur les possibilités de disposer à titre gratuit de courrier électronique et d'espace pour Site Web « particulièrement en Afrique » d'abord sur la liste PICTA et ensuite pour affichage sur le Site PICTA. La CEA a indiqué qu'elle chercherait à travailler avec des partenaires « notamment POPIN » pour établir une base de données concernant ceux qui ont reçu une formation dans le domaine des TIC, particulièrement en matière de création de Site Web et de CD-ROM, qui semblaient être les plus demandés et les plus difficiles à localiser.

41. L'UIT a manifesté son intention de parrainer la formation à l'intention d'entreprises commerciales africaines dans le domaine du commerce électronique et a invité les membres du PICTA à se joindre à eux dans cet effort. Acacia a mentionné les efforts faits pour travailler sur la localisation « langue, scripts, interfaces pour les non alphabétisés » et a invité d'autres membres du PICTA à se joindre à eux.

### **Partage de l'information**

**Organisme chef de file à Bellanet**

**Organismes associés : tous les membres du PICTA**

42. Les activités du PICTA à ce jour sont les suivantes : le Site Web PICTA, (<http://www.bellanet.org.partners/picta>), la liste de discussion électronique PICTA-cl, la liste de discussion électronique AISI-HITD-cl, le projet de base de données IT-AIMS (qui était maintenant étroitement liée à la base de données GK-AIMS), la base de données sur les profils des organisations, la bibliothèque de documents PICTA et le calendrier des manifestations et activités.

### **Programme de travail**

43. Les membres ont été priés d'utiliser les outils qu'ils avaient demandé à Bellanet de mettre au point pour les servir - la liste PICTA-cl, le projet de base de données AI-AIMS, les profils des organisations PICTA, la bibliothèque de documents en texte intégral, et les mécanismes de suivi des manifestations. Les moyens de le faire avec les ressources actuelles étaient entre autres :

- La saisie des propositions de projets dans la base de données des projets pour encourager la collaboration sur des activités données. Les membres du PICTA pourraient le faire pour partager de nouvelles idées et possibilités avec d'autres membres ; les non-membres qui voulaient porter des propositions à l'attention des membres du PICTA pouvaient aussi le faire ;
- L'utilisation du mécanisme de suivi des manifestations sur le Site Web du PICTA pour partager l'information sur les possibilités de cours de formation dans le domaine des TIC ;
- Les membres du PICTA utilisent le Site Web de Ungainsha pour partager des matériels de formation électronique ;

- Utilisant le projet AIMS et la base de données sur les activités comme un outil pour gérer les listes dont les membres avaient besoin, telles que les listes de télécentres africains, de centres de formation africain dans le domaine des TIC ou d'un autre type de TIC et d'activités liées au développement.

44. Lorsqu'ils élaborent leur propres ressources en matière d'information, les membres ont été encouragés à les rendre compatibles avec des ressources similaires créées par les membres du PICTA ainsi qu'avec l'équipe des ressources d'information que les fonctionnaires ont créées à l'intention des membres du PICTA. L'élaboration d'outils de partage de l'information, en particulier dans le domaine de XML et DML, s'inscrivait aussi dans le cadre de cet effort pour encourager la compatibilité pour l'échange d'informations. Les membres du PICTA ont été invités à assister à l'atelier du 13 janvier 1990 à Ottawa, au cours duquel l'initiative DML serait présentée à la communauté du développement.

45. Afin d'exécuter d'autres activités dans le domaine de l'information qui avaient été examinées à la réunion, des discussions plus approfondies étaient nécessaires sur les responsabilités et les ressources. Ces activités étaient entre autres :

- Placer la publication sur les télécentres et les ressources associées sur le Site Web PICTA ;
- Créer une base de données sur les concepteurs de contenu et la placer sur le Site Web ;
- Collecter et partager l'information sur le courrier électronique et les ressources gratuits en Site Web dont l'Afrique pouvait disposer ;
- Afficher la base de données sur la connectivité en Afrique sur le Site AISI et la relier à PICTA.

#### **Recherche : l'état des TIC en Afrique**

**Organisme clef de file : CRDI - Acacia**

**Organismes associés : USAID, UNESCO, la Banque mondiale et la CEA**

46. Le Directeur nouvellement désigné d'Acacia, M. Gaston Zongo, a présenté le cadre de référence d'une étude que Acacia veut entreprendre avec ses partenaires du PICTA : développement des TIC en Afrique - état, tendances et perspectives. Dans le cadre du suivi et de l'évaluation de l'AISI, l'objectif sera de recueillir l'information sur les progrès accomplis dans le domaine des TIC en Afrique, l'analyser et présenter des recommandations en vue d'une utilisation accrue des TIC en Afrique. Il a été noté que cette proposition cadrerait avec *African Connection*

#### **Programme de travail**

47. Acacia continuerait à élaborer cette proposition, en collaboration avec les partenaires. Acacia se servirait de la liste picta-cl pour annoncer les progrès accomplis dans la réalisation de l'étude.

#### **Questions diverses**

##### **Global Knowledge Partnership**

48. Les relations entre PICTA et Global Knowledge Partnership (GKP) auquel appartiennent aussi des membres du PICTA, ont été examinées. Ceux qui avaient assisté à la réunion de planification d'octobre en vue de la Conférence de GKP devant se tenir en Malaisie ont donné un compte rendu de la réunion. Il a été

noté que AISI et PICTA étaient antérieurs au GKP et que celui-ci adoptait un bon nombre des outils que PICTA avait mis au point. Cependant, comme PICTA ne s'occupait que de l'Afrique et fonctionnait de façon unique, il n'y avait aucune raison de considérer ces deux partenariats comme concurrents

#### **Recommandations concernant le travail futur**

49. Plusieurs participants ont noté que PICTA, qui avait été créé pour appuyer le cadre de l'AISI, avait un nombre de réussites à son actif. S'il y a eu un développement vigoureux des télécentres en Afrique et un financement en faveur de ces centres, c'est grâce aux efforts de PICTA. La Conférence récemment achevée sur la connectivité globale pour l'Afrique (Addis-Abeba, juin 1998) était une initiative collective de PICTA. Plusieurs ateliers directifs sur une infrastructure nationale d'information et de communication découlent du programme de travail du PICTA, tout comme les ateliers directifs nationaux. Beaucoup d'efforts ont été faits pour bien faire comprendre à quel point la collaboration était utile. Il a été souligné que ce n'était pas l'organisation mais bien la méthode qui assurait le succès. Les membres ont fait observer que les réalisations de PICTA devaient être popularisées dans une brochure et un bulletin électronique et qu'il fallait redoubler d'efforts et impliquer un plus grand nombre d'organisations qui financent ou appliquent des technologies d'information et de communication au service du développement en Afrique, notamment les organismes bilatéraux.

#### **Membres du PICTA**

50. Les critères à remplir pour être membres du PICTA ont été réaffirmés et il a été décidé que les particuliers qui ne sont pas affiliés à une organisation, ne peuvent être membres du PICTA. Ils seraient plutôt invités à se joindre à la liste de discussion aisi-hitd-cl. Dans le même ordre d'idées, les nouvelles organisations qui n'avaient pas encore exprimé leur souhait de collaborer dans le domaine des TIC sur des questions de développement pourraient aussi se joindre à la liste aisi-hitd-cl une fois qu'elles auraient prouvé leur détermination à collaborer, elles pourraient être membres du PICTA.

#### **Date et lieu de la prochaine réunion**

51. Il a été suggéré que les membres assistent non seulement à la réunion informelle du PICTA à Bica (Pretoria, Février 1999) mais aussi à la Conférence sur les télécommunications rurales (Washington D.C., novembre - décembre 1998) pour tenter d'y organiser aussi une réunion informelle du PICTA. La CEA organiserait la prochaine réunion formelle du PICTA vers la fin d'octobre 1999, à une date et à un lieu qui seraient arrêtés par les membres du PICTA dans le cadre de la liste de discussion picta-cl.

Liste des Participants  
Partenariat pour les technologies d'information et de Communication en Afrique  
21-23 Octobre 1998, Gammarth, Tunisie

Nom	Prénom	Titre	Organisation	Adresse	Ville	Pays	Fax	e-mail	URL
Adam	Lishan	Regional Adviser	ECA	P.O.Box 3001	Addis Ababa	Ethiopia	251-1- 51 0512	adam2@un.org	<a href="http://www.un.org/depts/eca">www.un.org/depts/eca</a> <a href="http://www.bellanet.org/partners/asia">www.bellanet.org/partners/asia</a>
Balson	David	Executive Director	Bellanet International Secretariat	P.O.Box 8500	Ottawa ONT	Canada K1G 3H9	613 238-7230	dbalson@bellanet.org	<a href="http://www.bellanet.org">www.bellanet.org</a>
Ben Mouffok	Djilali	Senior Program Specialist	IDRC-Acacia Initiative	BP 11007 Co. Annexe, Ave Cheikh Anta Diop	Dakar	Senegal	221-825 3255	Dbenmouffok@Idrc.org	<a href="http://www.idrc.ca/acacia">www.idrc.ca/acacia</a>
Bounemra Ben Soltane	Karima	Director	DISD/ECA	P.O.Box 3001	Addis Ababa	Ethiopia	251-1-51 05 12	bounemra.uneca@un.org	<a href="http://www.un.org/depts/eca">www.un.org/depts/eca</a> <a href="http://www.bellanet.org/partners/asia">www.bellanet.org/partners/asia</a>
Carrier	Jean-Guy	Project Manager-IMRD	WTO	Rue de Lausanne	Geneva	Switzerland	41-22-739-5439	Jean-guy.carrier@wto.org	<a href="http://www.wto.org">www.wto.org</a>
Cogburn	Derrick	Executive Director And Regional Director	CISDA GIIIC	P.O.Box 395	Pretoria 001	South Africa	27 012 841 3365	dcogburn@csir.co.za	<a href="http://www.cisda.co.za">www.cisda.co.za</a> <a href="http://www.giicalfrica.co.za">www.giicalfrica.co.za</a>
Cyranek	Guenther	Regional Telematics and Informatics Adviser	UNESCO	P.O. Box 1177	Addis Ababa	Ethiopia	251-1-51 45 99	g.cyranek@unesco.org	
Dandjinou	S. Pierre	Programme Officer for Africa	UNDP	P.O.Box 506	Cotonou	Benin	229-315384	pierre@sdnp.undp.org	<a href="http://www.undp.org">www.undp.org</a>
Derniame	Jean-Claude	Professor	Project SIMES- EC	Bd. Des Aiguillettes, BP 239	54506 Vandoeuvre les Nancy	France	+33 3 83 41 30 79	Derniame@loria.fr	<a href="http://www.loria.fr/~derniame">www.loria.fr/~derniame</a>
Diamini	Hezekiel	Computer Application Officer	UNESCO	P.O.Box 30593	Nairobi	Kenya	254-2-622717	hezekiel.diamini@unesco.unon.org	<a href="http://www.unesco.org">www.unesco.org</a>

Nom	Prénom	Titre	Organisation	Adresse	Ville	Pays	Fax	e-mail	URL
Ernberg	Johan	Counselor	ITU	Place des Nations	CH-1211 Geneve 20	Switzerland	41-22-7306204	ernberg@itu.int	www.itu.int/itu-d-universalc ccess
Faye	Makane	Regional Adviser	ECA	P.O. Box 3001	Addis Ababa	Ethiopia	251-1- 51 05 12	faye@un.org	www.un.org/depts/cca www.bellnet.org/partners/a isi
Gilbert	John		Global Knowledge Partnership		Ottawa	Canada	613 724 1266	gilbert@fox.nlsn.ca	
Girardet	Guy		ITU/BDT	Place des Nations	CH-1211 Geneve 21	Switzerland	41-22-7306204	guy.girardet@itu.int	www.itu.int/itu-d- universalcaccess
Gorjestani	Nicolas	Lead Knowledge Specialist	World Bank	1818 H. St., N.W	Washington D.C	USA	202-477-2977	ngorjestani@worldba nk.org	
Hafkin	Nancy	Section Chief	DISD/ECA	P.O. Box 3001	Addis Ababa	Ethiopia	251-1- 51 05 12	hafkin.uneca@un.org	www.un.org/depts/eca www.bellnet.org/partners/a isi
Jensen	Mike	Consultant		Box 101, Port St Johns	East Cape	South Africa	27-47-564-1351	mikej@sn.apc.org	http://www3.sn.apc.org/afri ca
Kanfi	Shady	Programme Officer	Bellnet International Secretariat	250,rue Albert, BP 8500	Ottawa, Ontario	Canada K1G 3H9	613-238-7230	skanfi@bellnet.org	www.bellnet.org
LeDantec	Bruno	Deputy Manager	ERCIM	Domaine de Voluceau BP 105	78153 Le Chermay Cedex	France	33-1-39635052	office@ercim.org	www.ercim.org
Levey	Lisbeth	Director	Programme for Information Access and Connectivity (PIAC)	P.O. Box 41081	Nairobi	Kenya	254-2-252830	l.levcy@fordfound.or g	
Pasquariella	Susan	Coordinator-Population Information Network	United Nations	2 United Nations Plaza, Rm. DC2- 2050	New York, NY 10017	USA	212-963-2147 or 2638	pasquariella@un.org susan@undp.org	www.undp.org/popin
Shmaya	Reuven	Development Div. Manager	Mashav	Ministry of Foreign Affairs	Jerusalem	Israel	972-2-5303727	reuven@amaln.k12.i l	www.amaln.k12.il
Smith	Lane		Leland Initiative – United States Agency for International Development	Ronald Reagan Building 1300 Pennsylvania Avenue	Washington, D.C. 20523-4600	USA	202 216- 3373/3466	lasmith@usaid.gov	www.info.usaid.gov/Iceland

Nom	Prénom	Titre	Organisation	Adresse	Ville	Pays	Fax	e-mail	URI
Song	Stephen	Senior Technical Advisor	IDRC	P.O.Box 8500	Ottawa, ONT	Canada K1G 5H9	613 567 7748	<a href="mailto:ssong@idrc.ca">ssong@idrc.ca</a>	<a href="http://www.idrc.ca/unganisha">www.idrc.ca/unganisha</a>
Woytek	Reinhard	Consultant	World Bank	1818 H. St., N.W	Washington D.C 20433	USA	202 477 2977	<a href="mailto:woytek@worldbank.org">woytek@worldbank.org</a>	
Zaoui	Moncef	Information Manager	British Council- Tunisia	5 Place de la Victoire	Tunis 1015 RP	Tunisia	216-1-353411	<a href="mailto:moncef.zaoui@bc-tunis.sprint.com">moncef.zaoui@bc-tunis.sprint.com</a>	<a href="http://www.britcoun.org">www.britcoun.org</a>
Zongo	Gaston	Executive Director	IDRC-Acacia Initiative	BP 11007 Co. Annexe, Ave Cheikh Anta Diop	Dakar	Senegal	(221) 825 32 55	<a href="mailto:gzongo@idrc.org.sn">gzongo@idrc.org.sn</a>	<a href="http://www.idrc.ca/acacia">www.idrc.ca/acacia</a>

**IK for Development Initiative Action Plan: 1998-1999**

Actions	Program Deliverables	Partner Deliverables
<b>Action Area 1: Disseminating Information</b>		
Develop a database of IK practices, lessons learned, sources, partners, etc.	At least 200 IK practices in data base on Internet	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Each partner to contribute at least 10 practices.</li> <li>• World Bank to build and maintain data base on IK Website</li> </ul>
Identify and test instruments for capture and dissemination of IK.	Reference guide to instruments based on case studies	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Each partner to contribute at least one case study.</li> <li>• World Bank to prepare and disseminate reference guide.</li> </ul>
Publish selected cases in print and electronic format.	At least 24 issues of "IK Notes"	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Each partner to contribute at least 1 article.</li> <li>• World Bank to publish and disseminate.</li> </ul>
<b>Action Area 2: Facilitating Exchange of IK Among Developing Communities</b>		
Help build local capacity to share IK	At least 10 IK Centers strengthened with enhanced connectivity, capacity to identify IK practices	Each partner to strengthen at least one center
Identify appropriate methods of capturing, disseminating IK among communities.	At least 10 case studies of successful examples of IK exchange across local communities.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Each partner to contribute at least one case study.</li> <li>• World Bank to disseminate.</li> </ul>
Facilitate a global network to exchange IK.	At least 10 telecenters supported for IK exchange.	IDRC, ITU, SDNP, WB to assist at least one center.
<b>Action Area 3: Applying Indigenous Knowledge in the Development Process</b>		
Raise awareness of the importance of IK among development partners.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Workshops for partner institution staff.</li> <li>• Special presentations on IK for external audiences during partner-sponsored events.</li> <li>• Regional Conference on IK (Fall 1999).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• At least one workshop per partner.</li> <li>• At least one event per partner.</li> <li>• World Bank to organize conference.</li> </ul>
Integrate indigenous practices in programs/projects supported by partners.	10 projects/programs using some form of IK practice in design	Each partner to design at least one project/program using some form of IK practice.
<b>Action Area 4: Building Partnerships</b>		
Learn from local partners and NGOs.	Identify and disseminate partner-supported projects which use IK practices in project design.	<ul style="list-style-type: none"> <li>• At least one project/program per partner.</li> <li>• World Bank to disseminate.</li> </ul>
Leverage limited resources of partners to obtain greater impact on the ground.	Harmonize/coordinate partner activities under IK framework for action.	Each partner to develop, finance and implement specific plan of action consistent with the overall IK framework for action.
Address the intellectual property rights issue of indigenous knowledge.	Identify specific actions.	WIPO to take lead to identify specific actions.

